

Impact régional de la mondialisation de l'économie canadienne: question et éléments d'analyse

Mario Polèse

Institut national de la recherche scientifique, et

Groupe interuniversitaire de Montréal, Villes et Développement

Montréal, QC H2X 2C6

Nous examinons, dans cette communication, les incidences régionales de l'ouverture de l'économie canadienne à l'aide de séries statistiques historiques sur le commerce extérieur du Canada et sur l'évolution de ses régions. Nous ne proposons pas un modèle d'analyse «vérifiable». La problématique de la mondialisation et de ses impacts régionaux ne se prête guère à des tests rigoureux de liens de causalité. Il s'agit plutôt de tirer quelques conclusions des données dont nous disposons. L'accent est mis sur les transformations sur une longue période (une décennie, au moins), d'où le choix de faire appel à des séries historiques. Comme nous le verrons, l'ouverture internationale de l'économie canadienne ne date pas d'hier. Les sources des différentes séries statistiques sont identifiées en annexe.

Nous prêtons une attention particulière aux économies régionales de la partie est du Canada, plus précisément, les Provinces Maritimes, le Québec et l'Ontario.⁽¹⁾ L'évolution relative de ces régions à l'intérieur du Canada nous servira de point de référence lorsqu'il sera question d'évaluer les impacts (possibles ou probables) de la mondialisation. Pour ce qui est du terme de «mondialisation», ou encore «globalisation», nous nous en tenons à une définition simple à saveur empirique, à savoir le degré d'ouverture commerciale de l'économie nationale, dont la mesure la plus directe est la part (croissante) du commerce international dans le Produit intérieur brut (PIB).

Dans un premier temps, nous analysons l'évolution de l'ouverture de l'économie canadienne depuis la Grande Crise (des années 1930). Dans un deuxième temps, nous examinons l'évolution des disparités régionales au Canada (plus précisément, les écarts de revenu et de PIB par habitant) depuis trente ans, pour ensuite analyser les exportations canadiennes par région sur la même période. Est-il possible de voir un lien entre, d'une part, l'évolution des disparités régionales au Canada et, d'autre part, la libéralisation progressive du commerce canadien? Si oui, quelle est la nature du lien? Voilà des questions auxquelles nous chercherons des éléments de réponse dans les pages qui suivent.

L'ouverture de l'économie canadienne

La figure 1 présente le rapport, depuis 1926, entre les exportations canadiennes de marchandises et le produit intérieur brut (PIB) du Canada. Ce rapport sous-estime l'ouverture réelle de l'économie canadienne, car il ne comprend pas les exportations de services (génie conseil, services financiers, cinéma, etc.) et les revenus d'investissement (rapatriement de profits, intérêts, dividendes) qui, ensemble, ajoutent quelque 20 % aux recettes courantes dans la balance des paiements du Canada.⁽²⁾ De plus, ces données ne tiennent pas compte des flux de facteurs de production (investissement direct, immigration). Cependant, ce qui nous intéresse ici est moins le niveau absolu d'ouverture de l'économie canadienne que son évolution dans le temps. À ce titre, les informations sur les exportations de marchandises sont un bon indicateur des tendances à long terme.

FIGURE 1 Ouverture de l'économie canadienne: exportations de marchandises en pourcentage du PIB 1926-1995

Les grandes tendances

Le commerce extérieur canadien a connu une chute brutale durant la Grande Crise, tombant à environ 10 % du PIB national en 1931 (figure 1), pour ensuite remonter rapidement (à environ 20 % du PIB) dans les années 1940, en partie comme conséquence de la participation du Canada à la Deuxième Guerre mondiale et ses suites. Les choses sont restées relativement stables durant les années 1950, avec même une légère baisse de la part du commerce extérieur dans le PIB, ce qui reflète sans doute la forte expansion de la demande intérieure à cette époque. Cependant, depuis les années 1960, une tendance nette se dégage. La part du commerce dans le PIB ne cesse de monter, à l'exception d'une baisse abrupte durant la récession de 1988-1992. En 1995, les exportations de marchandises comptaient pour quelque 34 % du PIB canadien. Puisque la production de marchandises ne touche que les secteurs primaire (forêts, mines, pêches, énergie, agriculture) et secondaire (manufacturier) qui, ensemble, comptent pour environ 35% du PIB canadien, nous pouvons déduire que la majorité de la production canadienne de biens est aujourd'hui destinée à des marchés étrangers.⁽³⁾

L'ouverture progressive de l'économie canadienne depuis les années 1960 est en partie le résultat de changements technologiques en matière de communications, mais aussi (et peut-être surtout) de décisions politiques, dont notamment la participation du Canada aux diverses ententes du GATT (*General Agreements on Tariffs and Trade*), dont l'Organisation de Commerce Mondial est l'héritière, et, bien entendu, la signature, de l'Accord de Libre-Échange Nord-Américain (ALÉNA), d'abord avec les États-Unis en 1989, et ensuite avec le Mexique en

1993. Il faut également signaler la signature de l'«Autopact» avec les États-Unis en 1965, qui a libéralisé les échanges dans l'industrie de l'automobile. Dans les années 1970, les tarifs douaniers imposés par le Canada étaient tombés, en moyenne, à environ 5 % de la valeur des importations, comparativement à 15 % quelques décennies plus tôt (Anderson 1988). S'il faut en croire la figure 1, l'impact de ces diverses mesures s'est rapidement fait sentir, notamment l'impact de l'ALÉNA. Les exportations canadiennes montent en flèche après 1990.

La deuxième courbe de la figure 1 (les exportations vers les États-Unis/PIB) nous apprend que l'évolution du commerce extérieur canadien s'explique largement par l'évolution du commerce avec les États-Unis. Cependant, c'est la figure 2 qui donne la pleine mesure de la dépendance croissante du Canada à l'égard du marché américain. Depuis cinquante ans, la part des États-Unis dans les exportations canadiennes ne cesse de croître, pour atteindre 80 % en 1995.⁽⁴⁾ Il est difficile d'imaginer que la part des États-Unis puisse monter beaucoup plus à l'avenir.

FIGURE 2 Destination des exportations canadiennes de marchandises: pourcentage destiné: aux États Unis 1926-1995

Dans une perspective historique, il s'agit là d'une transformation majeure pour le Canada. Les États-Unis ne sont devenus le partenaire commercial principal du Canada que depuis la Deuxième Guerre mondiale. Avant les années 1940, les États-Unis accaparaient à peine 40 % des exportations canadiennes (figure 2); le Canada était encore largement relié aux pays du Commonwealth, dont notamment le Royaume-Uni. Ce lien historique avec les pays de l'Océan atlantique devait en principe favoriser les régions de l'est du Canada, dont le Québec et les Provinces Maritimes. Or, depuis plus d'un demi-siècle, les tendances du commerce extérieur ne favorisent pas *a priori* les régions de la côte atlantique. Suivant les figures 1 et 2, il ne reste plus grande chose des réseaux traditionnels de commerce avec le Commonwealth. Le Canada est aujourd'hui solidement intégré à l'économie nord-américaine.

Résumons. L'économie canadienne est de plus en plus ouverte sur le monde extérieur. Cependant, il serait abusif de qualifier ce mouvement de mondialisation. Il s'agit davantage d'un processus d'intégration à l'économie nord-américaine. C'est un virage historique. Les liens traditionnels avec l'Europe n'ont plus beaucoup d'importance. Le Canada est devenu un pays «américain», au sens continental (ou «régional», si l'on préfère). Les entreprises canadiennes regarderont désormais de plus en plus vers le sud.

Cette «américanisation» du commerce extérieur s'accompagne, depuis le début des années 1980, d'un processus de désengagement de l'État, contrepartie du processus plus global de libéralisation de l'économie. Les années 1980 ont vu la suppression des ministères fédéraux

chargés du développement régional et des réductions importantes dans les paiements de transfert destinés aux entreprises.⁽⁵⁾ La réduction de l'aide à l'industrie a été particulièrement sensible dans les Provinces Maritimes (Rowlands 1994).⁽⁶⁾ Il est difficile d'imaginer que ce changement de cap, tant dans le commerce extérieur du Canada que dans les politiques de l'État, n'aura pas laissé de trace visible sur l'évolution de l'économie des régions canadiennes, notamment les régions de l'est du pays.

Le développement régional dans l'Est canadien

Les figures 3 à 6 présentent des informations sur l'évolution du PIB et du revenu personnel pour les régions de l'est et du centre du pays. La figure 3 donne la part de certaines provinces dans le PIB canadien depuis 1941. Les figures figure 4 et 5 donnent, respectivement, l'évolution du revenu per capita et du PIB per capita depuis 1961 (pour quatre provinces). Enfin, la figure 6 illustre l'évolution relative des revenus «autonomes» de production par province depuis 1961, c'est-à-dire, le rapport entre la valeur relative de la production générée dans une province (telle que mesurée par sa part du PIB national) et les revenus reçus par ses habitants. Plus précisément, c'est le rapport entre les figures 5 et 4.

La distinction entre PIB (5) et revenu personnel (figure 4) mérite un commentaire. Le revenu personnel comprend les paiements de transferts aux personnes, dont les éléments principaux sont l'assurance-chômage et l'effet progressif de l'impôt sur le revenu. Il comprend également, mais de manière indirecte, l'impact des paiements de péréquation entre gouvernements et les transferts aux entreprises. Bref, des augmentations au titre du revenu personnel peuvent s'expliquer, du moins en partie, par des augmentations de transferts reçus, ce qui n'est donc pas forcément le reflet d'une amélioration véritable des conditions économiques dans la province touchée. Bien au contraire, l'augmentation des transferts va en règle générale de paire avec une détérioration relative dans les conditions économiques locales. Le PIB, par comparaison, mesure en principe la valeur de la production sur place, attribuable aux entreprises de la région. Ceci étant dit, regardons maintenant les figures en question.

Les grandes tendances depuis 1941

L'évolution géographique du PIB depuis 1941 est conforme aux attentes.⁽⁷⁾ La part des Provinces Atlantiques dans l'économie canadienne, déjà faible il y a cinquante ans, tombe de 8 % à 6,3 % de 1941 à 1991, l'affaiblissement relatif de la Nouvelle-Écosse étant le plus marqué (figure 3a). Le Québec voit également sa part baisser légèrement, surtout depuis 1961 (de 25 % en 1941 à 23,2 % en 1991). En contrepartie, le poids relatif de l'Ontario, déjà prépondérant

en 1941 (avec 42,6 % du PIB canadien), demeure élevé, avec toutefois quelques hauts et bas (37,2 % en 1981, 40,7 % en 1991). En somme, la «continentalisation» de l'économie canadienne depuis la Deuxième Guerre mondiale s'est accompagnée de la consolidation de la position de l'Ontario et d'une diminution relative du poids des économies de l'est du pays. Cela n'a rien d'étonnant; l'Ontario jouit, plus que les autres provinces, d'une localisation favorable pour le commerce avec les États-Unis.

Il est difficile d'expliquer la force continue de l'économie ontarienne autrement que par sa localisation privilégiée vis-à-vis le marché américain, tant du point de vue géographique que culturel. Si nous parlons de distance «culturelle», c'est que le déclin relatif de Montréal au profit de Toronto, comme centre canadien d'affaires, doit en partie son explication à la montée du français depuis les années 1960. Que cette évolution linguistique fut souhaitable (et inévitable) du point de vue social est incontestable, mais elle a eu pour conséquence d'isoler davantage le Québec en Amérique du Nord, dans la mesure où la langue et les codes culturels sont des facteurs importants d'interaction sociale, et donc aussi de commerce, notamment pour les services exportables (Polèse 1990).

Dits en d'autres mots, la «continentalisation» de l'économie canadienne profite d'abord aux régions les plus proches (du point de vu du coût des échanges) du coeur économique américain, et défavorise les régions les plus éloignées. Cette règle géographique semble se confirmer en Europe occidentale, où, à l'intérieur de chaque pays, les régions les plus proches du coeur économique européen (*grosso modo*, l'axe Rotterdam-Bâle) sont, en règle générale, sorties gagnantes de l'intégration économique européenne (Paelinck et Polèse 1994). Citons les cas de la Catalogne, du Nord de l'Italie, de la partie sud des pays scandinaves et du sud-est de l'Angleterre. Le sud-ouest espagnol, le sud italien et le nord anglais, en contrepartie, se sont retrouvés marginalisés (du moins, éloignés) à l'intérieur du nouvel ordre économique européen.⁽⁸⁾

FIGURE 3A La part de le PIB canadien, Ontario, Québec Atlantiques

FIGURE 3B La part de le PIB canadien, les quatres provinces Atlantiques

FIGURE 4 Revenu personnel par habitant par province 1961-1992 (Canada=1.00)

FIGURE 5 P.I.B. par habitant par province 1961-1992 (Canada=1.00)

FIGURE 6 Poids relatif des revenus générés localement, provinces 1961-1992. Rapport PIB/Revenu* part du PIB canadien / part du revenu national.

Marginalisation puis remontée (!) de l'Est canadien

Ce n'est pas une bonne nouvelle pour les Provinces Atlantiques, qui, à l'image de l'ouest de l'Irlande dans l'Europe, sont des territoires périphériques sur un continent où la majorité des affaires se brasse aujourd'hui quelque part entre New York, Chicago, Toronto et Los Angeles. La tendance depuis 1981 est d'autant plus étonnante (figure 3a) : la part du PIB atlantique a connu une remontée importante durant la décennie 1981-91 (de 5,3 % à 6,3 % en chiffres précis). Cette remontée est surtout visible en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick (figure 3b).

Au plan du *revenu personnel* par habitant, la figure 4 nous apprend que les deux grandes Provinces Maritimes ont connu une amélioration systématique de leur position relative. Depuis une trentaine d'années, la tendance à la diminution des disparités régionales de revenu (per capita) se confirme de plus en plus au Canada (Coulombe et Lee 1995, 1995a; Maxwell 1994). Le revenu par habitant au Nouveau-Brunswick se situait, à titre d'exemple, à 67,4 % de la moyenne nationale en 1961, mais à 81,1 % en 1992.⁽⁹⁾ Jusqu'en 1981, grosso modo, cette amélioration pouvait en bonne partie être mise sur le compte des paiements de transfert en provenance du gouvernement fédéral par opposition à des améliorations dans le PIB per capita. Le PIB per capita des deux provinces bouge à peine entre 1961 et 1981, avec même une tendance à la baisse entre 1971 et 1981 (figure 5), c'est-à-dire un accroissement de leur dépendance relative à l'égard de transferts en provenance du reste du pays.⁽¹⁰⁾

Quelque chose se passe depuis environ 1981. Les deux principales Provinces Maritimes continuent à voir leur situation s'améliorer au titre des revenus per capita (figure 4), mais le mouvement haussier est maintenant nettement plus marqué pour le PIB par habitant (figure 5), ce qui confirme la tendance déjà visible à la figure 3. En d'autres mots, depuis environ 1981, la hausse des revenus per capita dans les deux principales Provinces Maritimes (par rapport à la moyenne nationale) ne s'explique plus, semble-t-il, par des paiements de transferts, mais plutôt par une hausse dans les capacités «réelles» de production. La figure 6 confirme cette impression. Depuis 1981, la part des revenus générés localement sur la part des revenus reçus aurait connu un bond important dans les deux principales Provinces Maritimes. Le rapport s'approche de l'unité (1), si bien que l'image traditionnelle de provinces «pauvres», vivant de la générosité du reste du pays, tient de moins en moins. L'évolution de la situation du Québec, dont la courbe est beaucoup moins prononcée, démontre que cette amélioration relative est propre aux Provinces Maritimes.⁽¹¹⁾

Il faut cependant se garder de tirer des conclusions erronées de la figure 6. La différence entre la part du PIB national générée sur le territoire d'une province et la part du revenu national reçue par ses habitants ne s'explique pas exclusivement par des transferts publics. Une partie

du PIB générée sur le territoire d'une province peut se transformer en revenus payés à des résidents d'autres provinces (ou encore, à des étrangers) sous forme de profits, de dividendes, ou de paiements d'intérêts. Cela nous oblige à nuancer nos conclusions dans la mesure où il n'existe pas forcément un lien direct entre le PIB généré localement et les revenus (personnels) reçus. De fait, la part des transferts publics (fédéraux) dans les revenus personnels des deux principales provinces maritimes n'a pas diminué.⁽¹²⁾

Les néolibéraux ont-ils peut être raison?

Pour les Provinces Maritimes, c'est un virage historique. Est-ce la fin de leur déclin relatif, inscrit dans les statistiques depuis plus d'un siècle (Anderson 1988; Polèse 1987)? Il est trop tôt pour affirmer qu'il s'agit bel et bien d'une rupture de tendance, et non pas d'un simple phénomène cyclique. Or, si nous écartons l'hypothèse d'un choc cyclique, cela nous amène inéluctablement à la conclusion suivante: la diminution des disparités régionales n'est pas incompatible avec la libéralisation de l'économie et l'ouverture des économies nationales. Bien au contraire, la libéralisation des échanges serait plutôt un facteur positif dans la lutte aux disparités régionales.

De fait, cette conclusion n'est pas si surprenante que ça. C'est bien cela qu'affirment les économistes, dits néo-libéraux ou néo-classiques, depuis déjà quelque temps, dont les premiers écrits de Courchene (1970, 1978) sont une bonne illustration au Canada. Des analyses empiriques récentes confirment que la réduction des disparités régionales (de revenu per capita) est la règle dans les économies industrialisées (Barro et Sala-i-Martin 1995; Halliwell et Chung 1990). En termes simples, selon la thèse de Courchene, des paiements trop généreux (ou mal ciblés) de transfert, tout comme les barrières au commerce, peuvent constituer un obstacle à l'ajustement régional, à savoir, à la capacité des régions à se doter de structures de production adaptées aux réalités du marché. Les tendances depuis 1981 semblent lui donner raison. S'il n'est pas possible d'établir des liens de causalité, il n'en reste pas moins, s'il faut en croire les figures 3 à 6, que c'est lors de la décennie 1981-92, caractérisée par une réduction de l'aide publique (fédérale) aux entreprises et par la libéralisation du commerce, que la performance relative des économies des Provinces Maritimes fut la plus positive.

De nombreuses questions restent en suspens. L'intégration progressive de l'économie canadienne à celle des États-Unis aurait dû, en principe, accélérer la marginalisation géographique des Provinces Maritimes, nous l'avons dit. Cela se confirme effectivement sur une longue période avant 1981, mais la tendance depuis est toute autre. Est-ce dire que les Provinces Maritimes ont enfin réussi leur «ajustement», tant souhaité par les économistes

néo-libéraux ? Certains y verraient peut-être les fruits de l'effet McKenna, la preuve que les politiques locales peuvent faire la différence.⁽¹³⁾ Cependant, cela n'explique guère la performance de la Nouvelle-Écosse. Coulombe et Lee (1995a) mettent de l'avant l'idée d'une amélioration dans les termes d'échange des Provinces Maritimes.⁽¹⁴⁾ Enfin, autre possibilité : les Provinces Maritimes ont largement tiré profit de l'ouverture de l'économie canadienne, en augmentant leurs exportations vers l'extérieur du pays, possibilité que nous allons maintenant explorer.

Exportations régionales

Pour le commerce interrégional et international des provinces, nous nous appuyons sur le système canadien de comptabilité intersectoriel (aussi dit «Tableau input-output») d'où sont tirées les informations présentées aux figures 7 à 10. Cependant, comme le notent Desjardins et De Benedetti (1993), cette source de donnée n'est pas sans problèmes. Le système canadien de comptabilité intersectoriel n'est pas d'abord conçu dans une optique régionale, si bien que les données pour les petites provinces sont souvent manquantes ou incomplètes. Pour la même raison, dont l'origine se trouve dans les problèmes d'échantillonnage, les données provinciales (pour les petites provinces, notamment) doivent être interprétées avec prudence. Le concept statistique employé dans ces données est celui de «livraisons» (ou «shipments», en anglais), qui ne correspond pas exactement au concept de «production» au sens du PIB. Les données se limitent aux livraisons du secteur manufacturier; les exportations du secteur primaire (poisson non transformé, bois d'oeuvre, etc.) sont donc exclues. Nous savons que ces dernières ne sont pas sans importance dans les Provinces Maritimes.⁽¹⁵⁾ Finalement, nous sommes contraints à accepter les dates qui correspondent aux enquêtes du Tableau input-output, soit 1967-1990 pour certaines séries, et 1979-1990 pour d'autres.

L'Ontario: le champion des exportations

Premier constat (figure 7), l'essor des exportations canadiennes de 1979 à 1990 est surtout le fait de l'Ontario. La figure 7 donne des chiffres en valeurs absolues (dollars): la montée des exportations ontariennes ressort clairement. Transformée en pourcentage, la part de l'Ontario dans les exportations manufacturières est passée de 50 % à environ 58 %. Par comparaison, les Provinces atlantiques ont vu leur part diminuer, passant de 6,6 % à environ 4 % de 1979 à 1990. Bref, l'hypothèse voulant que l'ouverture commerciale du Canada sur les États-Unis ait surtout favorisée l'Ontario semble se confirmer, du moins, sur la base des exportations manufacturières.⁽¹⁶⁾ En parallèle, la marginalisation commerciale des Provinces Atlantiques se confirme aussi mais en réfutant, par le même biais, l'hypothèse que les Provinces Atlantiques aient profité, plus que les autres provinces, de l'essor du commerce extérieur. L'effet

redistributif sur le Québec est plutôt neutre; si la valeur de ses exportations augmente, sa part reste par contre relativement stable, passant de 21 à 20% des exportations manufacturière canadiennes.

Les figures 8 à 10 comparent, de 1967 à 1990, l'évolution du pourcentage des livraisons manufacturières destinées à l'étranger au pourcentage destiné aux autres régions du Canada, pour les Provinces Atlantiques, le Québec et l'Ontario. La relation entre les deux courbes nous permet en quelque sorte, pour chaque région, de comparer son niveau d'intégration économique au Canada à son niveau d'intégration au reste du monde : plus la courbe *Exportations* est haute par comparaison à la courbe *Reste du Canada*, plus la région serait en train de se «mondialiser», ou de se «dé-canadieniser», si l'on préfère.

Regardons d'abord les Provinces Atlantiques. Selon la figure 8, l'ouverture croissante de l'économie canadienne depuis les années 1960 ne semble pas avoir eu pour effet d'accroître la mondialisation de leur économie, du moins, pas pour les exportations manufacturières.⁽¹⁷⁾ Depuis 1967, entre 25 % et 35 % des livraisons manufacturières sont systématiquement exportées vers l'extérieur du Canada. L'ouverture de l'économie atlantique ne date pas d'hier. S'il y a une tendance visible, c'est que le lien commercial avec le reste du Canada, déjà plus faible qu'avec le reste du monde au début de la période, est à la baisse depuis 1979, ce qui constitue peut-être l'indice d'un marché régional intérieur de plus en plus dynamique.

FIGURE 7 leur des exportations manufacturières par région 1979-1990(en 000,000\$)

FIGURE 8 Provinces Atlantiques: destination des livraisons manufacturières 1967-90(en %)

FIGURE 9 Québec: destination des livraisons manufacturières 1967-1990 (en %)

FIGURE 10 Ontario: destination des livraisons manufacturières 1967-1990 (en %)

La désintégration commerciale du Canada

L'évolution du commerce québécois est tout autre (figure 9). En 1967, l'économie québécoise était nettement plus tributaire du marché canadien hors-Québec (qui représentait plus de 30 % de ses livraisons manufacturières) que du marché international, qui accaparait alors environ 15 % de ses livraisons. Mais les choses ont changé depuis vingt-trois ans: la tendance est nette. La part du marché canadien est de moins en moins importante, tandis que la part du marché international ne cesse d'augmenter. En 1990, les positions sont inversées. Pour l'économie québécoise, le marché international est maintenant plus important que le marché

canadien. Le Québec se «mondialise» et se «dé-canadienise», du moins au plan de ses liens commerciaux.

Cependant, surprise, la tendance est encore plus marquée pour l'Ontario (figure 10). Comme le Québec, la grande province centrale était d'abord tournée vers le reste du Canada, avec environ 27 % de ses livraisons manufacturières, contre moins de 15 % vers le reste du monde en 1967. En 1990, les proportions sont totalement inversées: 35 % vers le reste du monde, contre environ 16 % vers le reste du Canada. Si l'on se réfère aux tendances de commerce international (canadien) inscrites aux figures 1 et 2, l'écart serait encore plus prononcé en 1996. Au plan de ses liens commerciaux, l'Ontario serait aujourd'hui largement déconnecté des autres provinces, mais solidement intégré à l'économie américaine. Le «vieux» Canada, axé sur le commerce est-ouest avec l'Ontario comme pivot, n'est plus.

L'hypothèse voulant que la continentalisation de l'économie canadienne ait surtout pour effet de réorienter le commerce ontarien (qui en sort alors comme le premier gagnant) semble à nouveau vouloir se confirmer. Dit en d'autres mots, l'ancien régime protectionniste empêchait l'Ontario, proportionnellement plus que les autres provinces, de commercer librement avec ses partenaires naturels, qui sont les États limitrophes des États-Unis. Les barrières protectionnistes, aujourd'hui levées, affectaient en somme moins le commerce des Provinces Atlantiques dans la mesure où, à cause de leur situation géographique, le marché américain ne constituait pas, dans les mêmes proportions, la principale destination naturelle de leurs exportations.

Conclusions et questions

Nous nous retrouvons, en conclusion, devant deux tendances difficiles à réconcilier. Résumons.

- L'ouverture progressive de l'économie canadienne depuis plus d'une trentaine d'années a manifestement contribué à «continentaliser» l'économie canadienne, notamment au plan des liens commerciaux. L'intégration du Canada à l'économie américaine s'accélère. Les liens commerciaux nord-sud l'emportent aujourd'hui sur les liens est-ouest. En toute logique géographique, la continentalisation de l'économie canadienne a d'abord profité à l'Ontario, dont les exportations internationales montent en flèche, dépassant aujourd'hui largement son commerce avec les autres provinces. Une tendance analogue, mais moins

prononcée, s'observe pour le Québec. L'orientation géographique du commerce des Provinces Atlantiques est, par contre, peu affectée par l'ouverture de l'économie canadienne, ce qui reflète, il faut le croire, leur situation géographique périphérique sur le continent nord-américain. Vu sous cet angle, la libéralisation de l'économie canadienne, notamment son intégration à l'économie américaine, aura en principe pour effet d'accentuer la marginalisation de l'économie atlantique et d'accélérer son déclin relatif. De plus, comme pour enfoncer le clou, le gouvernement fédéral se retire du domaine du développement régional depuis les années 1980, tout en amorçant des réductions dans les programmes de paiements de transferts.

- Au cours des dernières trente années, on assiste à une amélioration systématique de la position relative des Provinces Atlantiques, notamment la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, au chapitre des revenus per capita. Les écarts avec la moyenne nationale sont en train de se rétrécir. Si les transferts fédéraux aux personnes continuent d'être un facteur important d'explication, un revirement s'est cependant produit depuis environ 1981 au plan de l'appareil productif des deux provinces, qui se manifeste dans une hausse sensible de leur PIB per capita, relativement à la moyenne canadienne. De plus, la part des deux provinces dans le PIB canadien augmente depuis 1981. Il faut croire qu'elles sont de plus en plus compétitives.

La réconciliation entre 1 et 2 n'est point évidente. La situation des Provinces Maritimes s'améliore au moment où le Canada choisit de réduire sensiblement ses subventions aux entreprises, tout en accélérant la libéralisation de son commerce extérieur et son intégration à l'économie américaine. En d'autres mots, les Provinces Maritimes ont réussi à améliorer leur performance malgré une conjoncture qui *a priori* devait leur être défavorable. Qui plus est, les Provinces Maritimes n'ont pas, semble-t-il, tiré grand profit de l'essor du commerce extérieur canadien, du moins, pas si on les compare à l'Ontario, toutes proportions gardées. Que fut donc le secret de leur succès, si succès il y a ? Si l'analyse néo-

classique peut nous apporter des éléments de réponse, elle ne résout cependant pas le paradoxe entre l'évolution du commerce extérieur des Provinces Maritimes (dont la structure change peu) et l'essor de leur PIB.

Références

Anderson, F. J. 1988. *Regional Economic Analysis: A Canadian Perspective*. Toronto: Harcourt/Brace/ Jovanovich.

Barro, R. et X. Sala-I-Martin. 1995. *Economic Growth*. New York: McGraw Hill.

Coulombe, S. et F. Lee. 1995. "Convergence across Canadian provinces, 1961-1991". *Revue canadienne d'Économie*, 28: 886-898.

_____. 1995a. "Regional Productivity Convergence in Canada". *Revue canadienne des sciences régionales*, 18: 39-56.

Courchene, Thomas. 1970. "Interprovincial Migration and Economic Adjustment". *Canadian Journal of Economics*, 3: 550-576.

_____. 1978. "Avenues of Adjustment: The Transfer System and Regional Disparities", in M. Walker (éd.). *Canadian Confederation at the Crossroads*. Vancouver: Fraser Institute.

Desjardins, P.-M. et G.J. De Benedetti. 1993. *A Study of Atlantic Canada's Interprovincial and Foreign Exports for 1991*. Rapport de recherche no 11. Moncton: Institut canadien de recherche sur le développement régional.

Halliwel, J. et A. Chung. 1990. "Macroeconomic Convergence: International Transmission of Growth and Technical Progress". Working Paper no 3265. Cambridge: National Bureau of Economic Research.

Hohenberg, P.M. et L.H. Lees. 1995. *The Making of Urban Europe: 1000-1994*. Cambridge: Harvard University Press.

INEGI, 1996, *Balanza Comercial Acumulada*, Grupo de Trabajo SCHP-Banco de México-INEGI (On line: 9 Août, 1996).

Maxwell, Philip. 1994. "Trends in Regional Income Disparities: an Australian Perspective on the Canadian Experience". *Revue canadienne des sciences régionales*, 17: 189-205.

Paelinck, J. et M. Polèse. 1994. "Modeling the Regional Impact of Continental Integration: Lesson from the European Union for NAFTA". Collection *Inédits*, no in-19-94. Montréal: INRS-Urbanisation.

Polèse, Mario. 1987. "Patterns of Regional Economic Development in Canada: Long-term Trends and Issues", in P. Coffey and M. Polèse (éds.). *Still Living Together: Recent Trends and Future Issues in Canadian Regional Development*. Montréal: Institut de recherches politiques.

_____. 1990. "La thèse du déclin économique de Montréal, revue et corrigée". *L'Actualité économique*, 66: 2.

Rowlands, Dane. 1994. "Prospects for Regional Development Policy in Canada". *Revue canadienne des sciences régionales*, 17: 373-394.

Savoie, Donald. 1992. *Regional Economic Development: Canada's Search for Solutions*. Toronto: University of Toronto Press.

Annexe: Source statistiques

Pour l'extérieur canadien / PIB depuis 1926

Encyclopédie du Canada. 1985. Edmonton: Hurting.

Leahy, F.S. 1965. *Statistiques historiques du Canada, deuxième édition*. Ottawa: Statistique Canada et MacMillan.

Statistique Canada. 1995. *L'observateur économique canadien: supplément statistique historique*. Catalogue 11-210. Ottawa: Statistique Canada.

Statistique Canada. 1996. *L'observateur économique canadien: aperçu statistique*. Catalogue 11-010-XPB, juin. Ottawa: Statistique Canada.

Pour les tendances de développement régional depuis 1941

Encyclopédie du Canada, 1985, *op. cit.*

Polèse, 1967, *op. cit.*

Statistique Canada. 1988. *Comptes économiques provinciaux: Édition historique, 1961-1986*. Catalogue 13-213S. Ottawa: Statistique Canada.

Statistique Canada. 1994. *Comptes économiques provinciaux: 1988-1992*. Catalogue 13-213 annuel. Ottawa: Statistique Canada.

Pour la destination des exportations régionales depuis 1967

Statistique Canada. 1983. *Destination des livraisons des manufacturiers 1979*. Catalogue 31-530 hors série. Ottawa: Statistique Canada.

Statistique Canada. 1988. *Destination des livraisons des manufacturiers 1984*. Catalogue 31-530 mensuel. Ottawa: Statistique Canada.

Statistique Canada. 1988a. *Destination des livraisons des manufacturiers 1984*. Catalogue 31-530 mensuel. Ottawa: Statistique Canada.

Statistique Canada. 1996. *Destination des livraisons des manufacturiers 1990*. Catalogue 31-530 hors série. Ottawa: Statistique Canada.

Statistique Canada. 1996a. *Destination des livraisons des manufacturiers 1990*. Catalogue 31-530 hors série. Ottawa: Statistique Canada.

Contact the journal at: dwsolve@nb.sympatico.ca

FIGURE 1 Ouverture de l'économie canadienne: exportations de marchandises en pourcentage du PIB 1926-1995

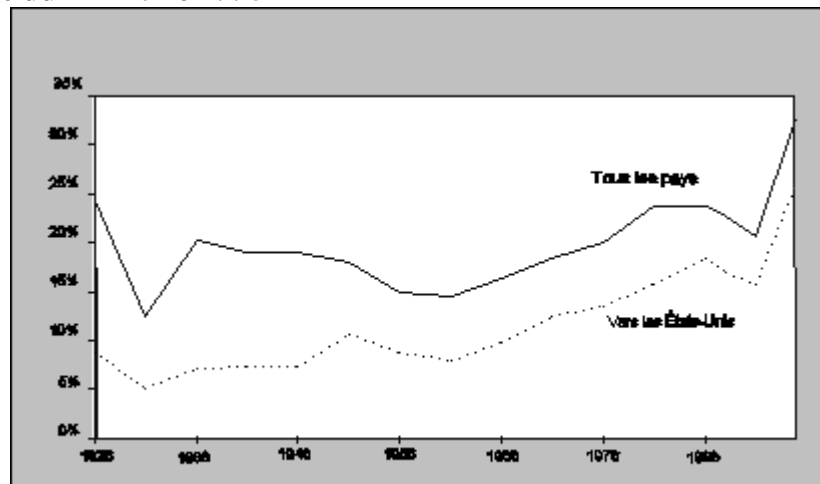


FIGURE 1 Ouverture de l'économie canadienne : exportations de marchandises en pourcentage du PIB 1926-1995

FIGURE 2 Destination des exportations canadiennes de marchandises: pourcentage destiné: aux États Unis 1926-1995

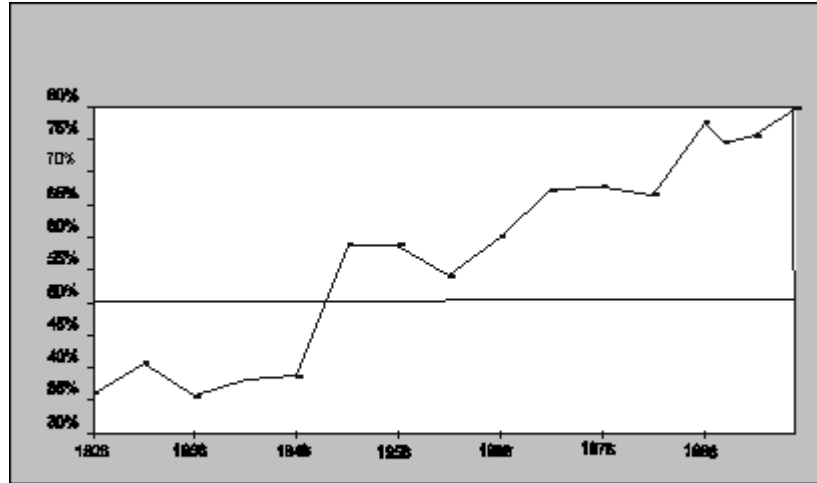


FIGURE 2 Destination des exportations canadiennes de marchandises: pourcentage destiné aux États-Unis 1926-1995.

Sources: Leahy (1965); Statistique Canada (1995, 1996).

FIGURE 3A La part de le PIB canadien, Ontario, Québec Atlantiques

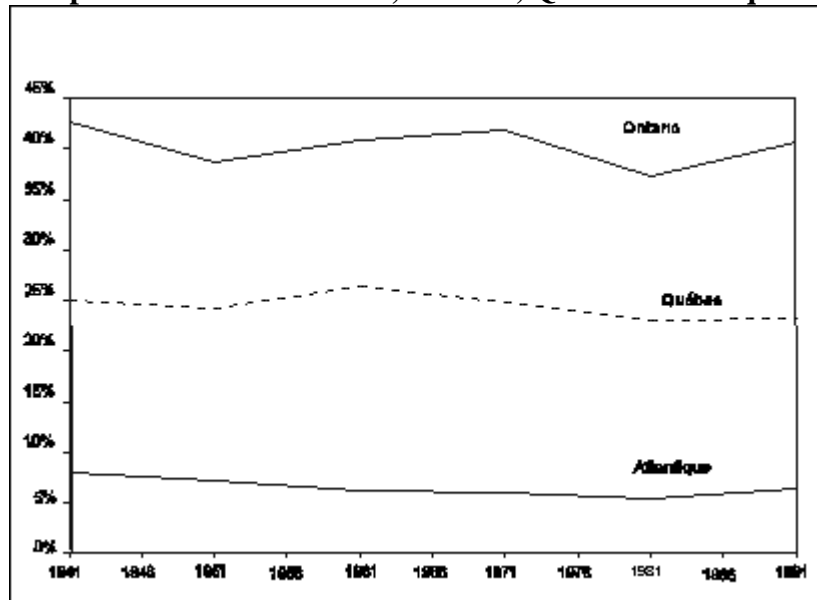


FIGURE 3a La part de le PIB canadien, Ontario, Québec Atlantiques

FIGURE 3B La part de le PIB canadien, les quatre provinces Atlantiques.

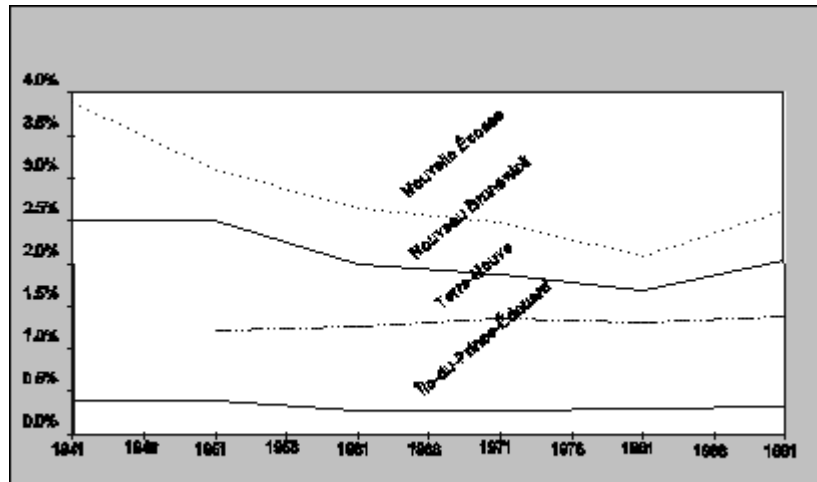


FIGURE 3b La part de le PIB canadien, les quatre provinces Atlantiques.
Source: Statistique Canada (1988, 1994).

FIGURE 4 Revenu personnel par habitant par province 1961-1992 (Canada=1.00)

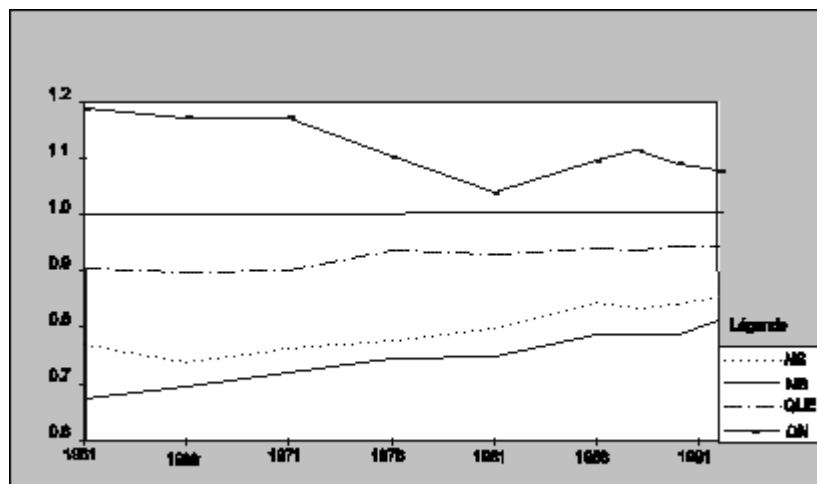


FIGURE 4 Revenu personnel par habitant par province 1961-1992 (Canada=1.00)
Source: Statistique Canada (1988, 1994).

FIGURE 5 P.I.B. par habitant par province 1961-1992 (Canada=1.00)

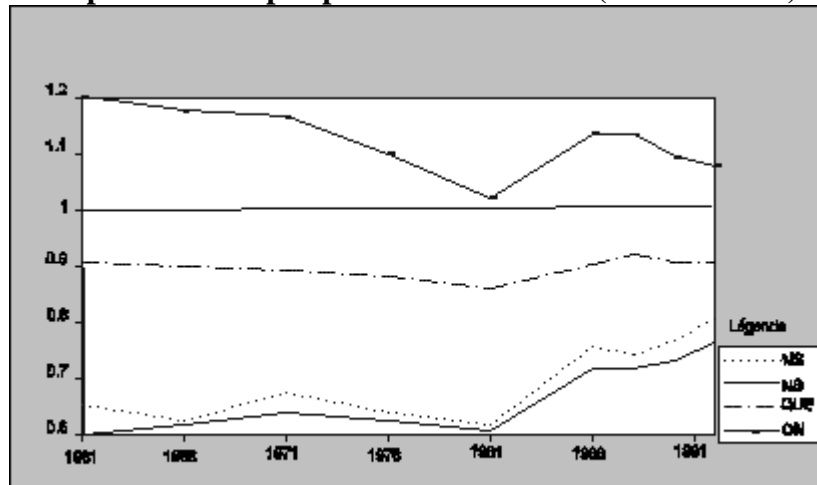


FIGURE 5 P.I.B. par habitant par province 1961-1992 (Canada=100)

Source: Statistique Canada (1988, 1994).

FIGURE 6 Poids relatif des revenus générés localement, provinces 1961-1992. Rapport PIB/Revenu* part du PIB canadien / part du revenu national.

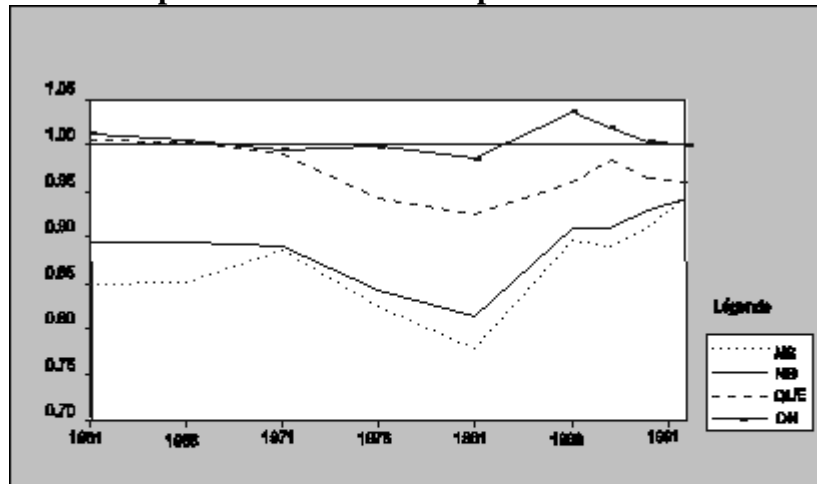


FIGURE 6 Poids relatif des revenus générés localement, provinces 1961-1992. Rapport

PIB/Revenu* part du PIB canadien / part du revenu national.

Note: Plus le rapport est faible, plus la province est tributaire de «transferts» publics ou privés en provenance du reste du pays. La ligne 1,00 signifie que la valeur de la production locale est, toutes proportions gardées, égale aux revenus reçus par les habitants de la province.

Source: Statistique Canada (1988, 1994).

FIGURE 7 leur des exportations manufacturières par région 1979-1990(en 000,000\$)

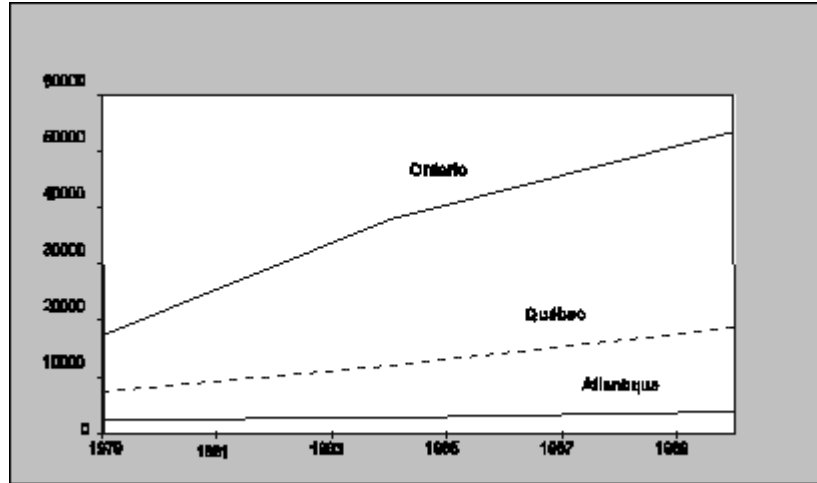


FIGURE 7 leur des exportations manufacturières par région 1979-1990 (en 000 ,000\$)

FIGURE 8 Provinces Atlantiques: destination des livraisons manufacturières 1967-90(en %)

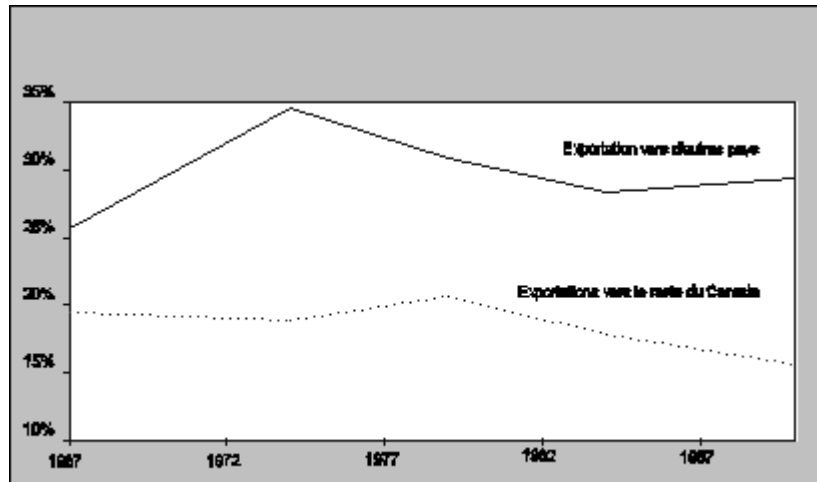


FIGURE 8 Provinces Atlantiques: destination des livraisons manufacturières 1967-90 (en %) Source: Statistique Canada (1983; 1988a; 1996a).

FIGURE 9 Québec: destination des livraisons manufacturières 1967-1990 (en %)

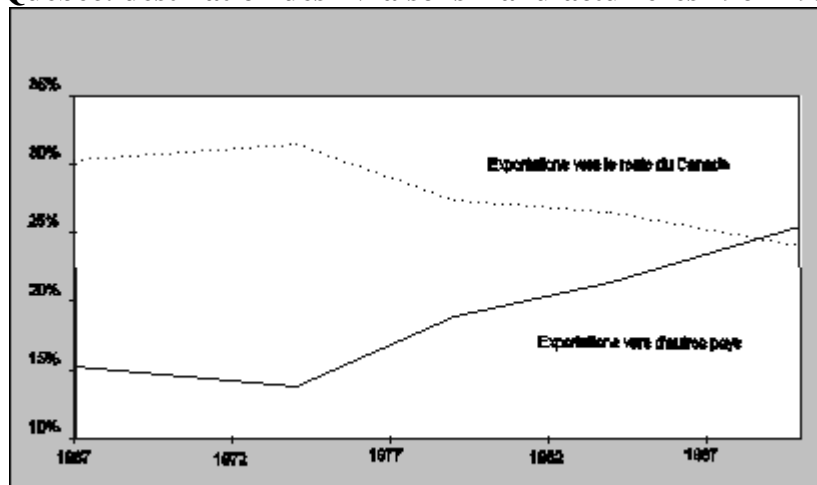


FIGURE 9 Québec: destination des livraisons manufacturières 1967-1990 (en %)

Source: Statistique Canada (1983; 1988a; 1996a).

FIGURE 10 Ontario: destination des livraisons manufacturières 1967-1990 (en %)

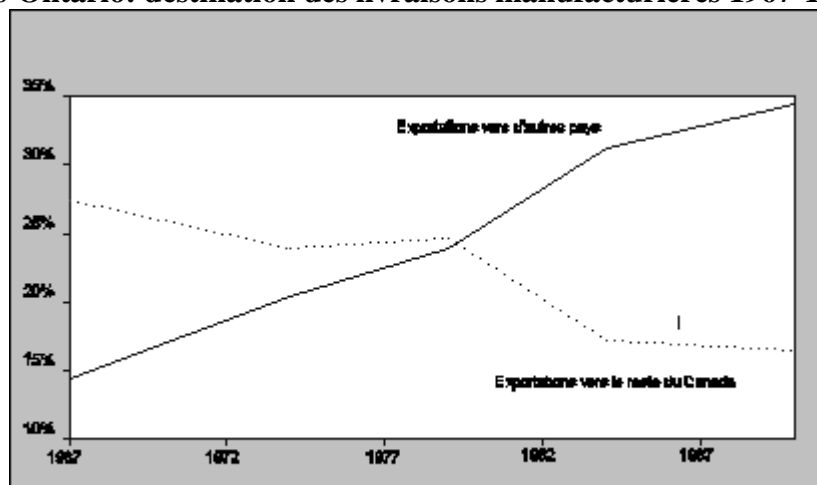


FIGURE 10 Ontario: destination des livraisons manufacturières 1967-1990 (en %)

Source: Statistique Canada (1983; 1988a; 1996a).